

Alerte sur la croissance

• **2,4% au troisième trimestre, selon le Haut commissariat au plan**

• **Le PIB subit les contrecoups du repli de la valeur ajoutée agricole**

• **Petite hausse de la demande adressée au Maroc**

À moins d'un miracle, la croissance ne risque pas de décoller au troisième trimestre. Les prévisions du Haut commissariat au plan (HCP) pourraient encore une fois susciter de vifs débats. La croissance du PIB ne dépassera pas 2,4% contre 3% à la même période de l'année dernière. Dans ces conditions, il ne faudrait pas s'attendre à une création importante d'emplois ou à une amélioration du taux d'emploi. Découragée par les offres sur le marché, une frange importante de la population active pourrait encore une fois se retirer du marché de travail.

Au troisième trimestre, la croissance économique sera impactée par le repli de 2,5% de la valeur ajoutée agricole. Les agriculteurs risquent de se retrouver dans une situation financière délicate puisqu'ils devraient composer avec la hausse des charges induite par l'augmentation du prix des aliments destinés au bétail, notamment l'orge et la paille. Car les disponibilités en affouragement de l'orge local se seraient sensiblement repliées en raison de la chute de sa production de 57,4% au terme de la campagne agricole 2018/2019.

L'activité hors secteur agricole reste néanmoins dynamique: Une croissance de 3,2% au troisième trimestre contre 3,3% l'année dernière. Elle était de 3,8%

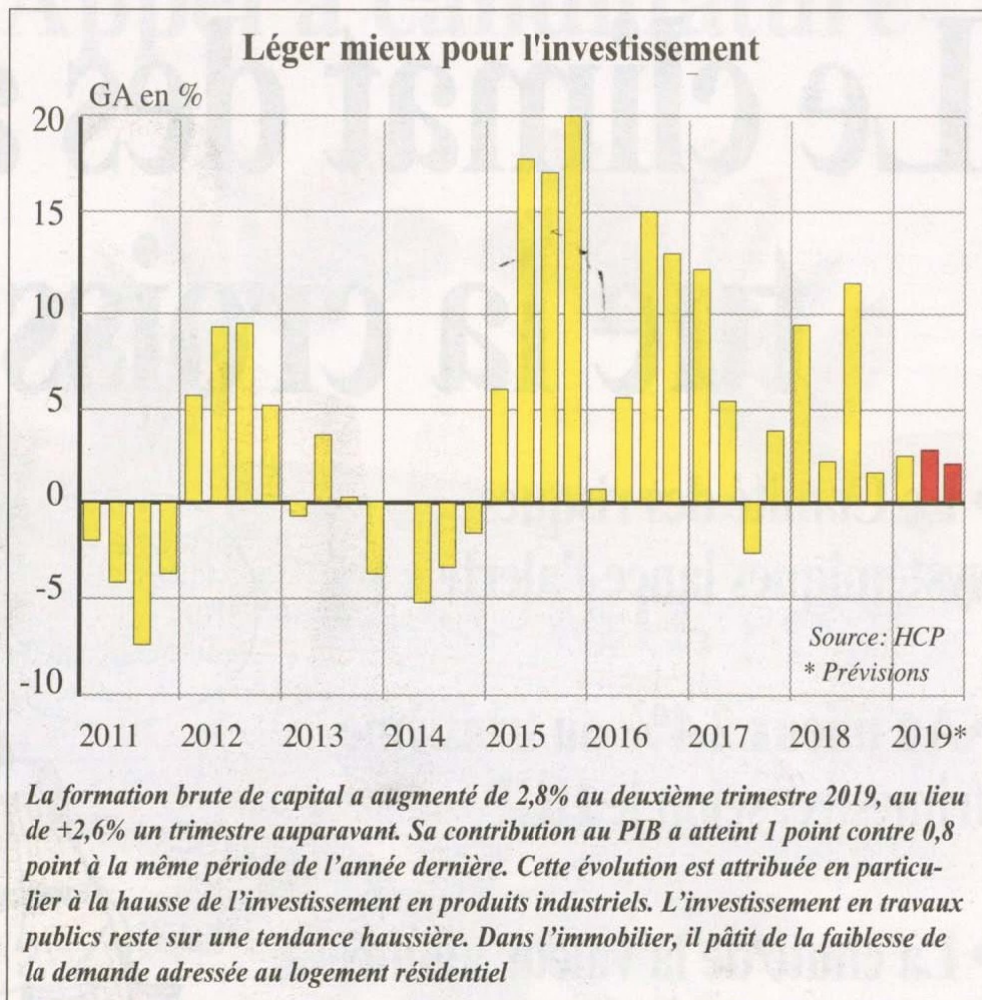
au premier trimestre de l'année avant de ralentir à 3,4% trois mois plus tard sous l'effet d'une décélération de la valeur ajoutée du secteur secondaire.

tations des pays de la zone euro. Elle a pris 3,2% durant cette période. Hors phosphates, les exportations de biens ont progressé de 11,3% au deuxième

en raison de l'évolution favorable de la demande extérieure qui lui est adressée. Les phosphates ont également connu une évolution contrastée: hausse des ventes de l'acide phosphorique, repli des phosphates bruts et quasi-stagnation pour les engrais.

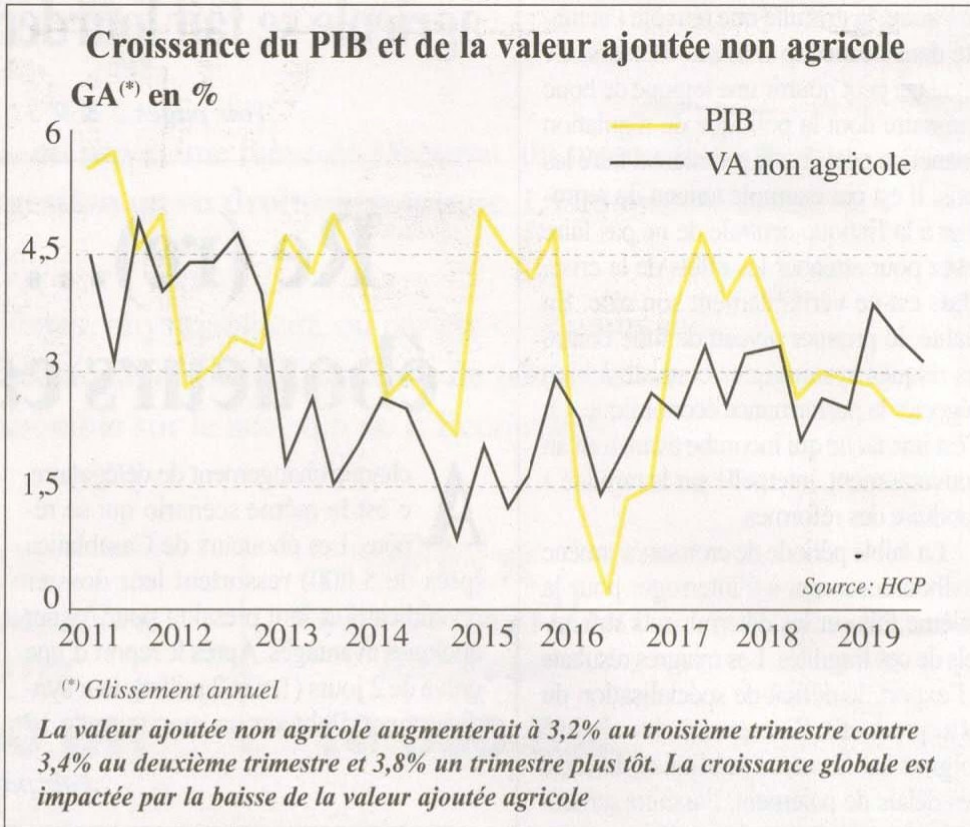
Malgré la légère amélioration enregistrée à l'export, ce secteur souffre de faiblesses qui doivent être rapidement traitées. Aujourd'hui, 80% des exportations sont réalisées par 5% des entreprises. Et près de 5.000 opérateurs s'activent à l'import contre 1.500 exportateurs. La contribution des échanges à la croissance reste marginale, avec un effet négatif sur l'emploi. Car, pour la plupart des 4.000 produits qu'exporte le Maroc, la valeur ajoutée s'opère à l'extérieur. «C'est pour ces raisons que le pays doit s'engager, plus que jamais, dans un effort d'industrialisation», avait relevé Habib El Malki, président du Centre marocain de conjoncture, lors de la journée dédiée au modèle d'exportation à l'horizon 2025 (cf. L'Economiste N°5545 du 28/06/2019).

De leur côté, les importations ont progressé de 9,1%, soutenues par l'accroissement de la demande intérieure. Elles sont marquées par les achats des biens d'équipement, les produits



Le PIB non agricole profiterait de la demande mondiale adressée au Maroc qui devrait progresser de 2,9% en raison notamment des mesures mises en place dans la zone euro avec le relèvement des salaires et des allocations familiales ainsi que les baisses d'impôts. Cette hausse de la demande adressée au Maroc va bénéficier en particulier au secteur secondaire dont la croissance s'établirait à 3,1% et celle du secteur tertiaires à 3,2% contribuant ainsi pour 1,6 point à la croissance globale du PIB.

Au deuxième trimestre, la demande étrangère adressée au Maroc avait également bénéficié de la hausse des impor-



trimestre 2019. L'aéronautique et l'électronique ont contribué pour plus du tiers à l'amélioration des exportations, suivies des produits agricoles et agro-alimentaires. Le secteur automobile, en revanche, n'a pas enregistré une forte progression de ses ventes à l'étranger. Il est marqué par une baisse de cadence pour le segment construction alors que le segment câblage est en hausse

alimentaires et les produits bruts. La hausse des cours des produits énergétiques sur le marché mondial (avril et mai) a renchéri la facture énergétique, laquelle a contribué pour près du tiers à l'augmentation des importations totales. Elle a ainsi pesé sur la balance commerciale dont le déficit s'est creusé de près de 6%. □

Khadija MASMOUDI